



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 19 – Du 14 au 20 mai 2021

En bref

Bangladesh : Prévisions de recettes inchangées pour 2022. 2,6 Mds EUR nécessaires pour recapitaliser les banques publiques. Réduction de l'impôt sur les entreprises industrielles dans la prochaine loi de finance.

Bhoutan : Hausse de la dette domestique de 42,3% au T1 2021. Limitation des camions de transport de marchandises en provenance d'Inde.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : La croissance du PIB inférieure à 9% en 2021/22 selon *Care Rating*. Le secteur manufacturier toujours en expansion en avril. Recul de la performance des services, toutefois toujours en expansion. *Finances publiques* : Vers un déficit budgétaire moins important que prévu en 2020/21 ? *Secteur bancaire* : Importante baisse de la croissance du crédit non-alimentaire en mars. Les banques publiques sommées de mettre en œuvre au plus vite les mesures prises par la RBI. *Politique monétaire* : Offres refusées par la Banque centrale pour l'émission de bons du Trésor à 10 ans. *Autres informations* : Croissance en avril de la base de souscripteurs aux différents fonds de pension.

Maldives : Don de 2 M USD de l'Inde dans le domaine de l'éducation.

Népal : 20 M USD de dommages et intérêts à l'autorité de l'aviation civile suite à un arbitrage international favorable. La Cour suprême ordonne au ministère des Finances d'exonérer l'impôt pendant le confinement.

Pakistan : En hausse de 29,1 %, les transferts des expatriés établissent un plus haut historique au terme des dix premiers mois de l'exercice en cours. Baisse significative du recours à l'endettement externe dans le même temps. Le gouvernement fédéral lève 3,8 Mds USD en bons du Trésor. Hausse des échanges avec la Chine au terme des dix premiers mois de l'exercice en cours. Et bonnes performances du secteur automobile. Le gouvernement fédéral et *K-Electric* signent un accord d'achat d'électricité.

Sri Lanka : Creusement du déficit commercial au T1 2021. Maintien des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL). Hausse des réserves de change en avril. Détérioration des performances des établissements non-bancaires en 2020.

Bangladesh

Prévisions de recettes inchangées pour 2022

Dans le cadre de la préparation de la loi de finance 2021/22, le *National Board of Revenue* anticipe une prévision de recette globale de 3300 Mds BDT (33 Mds EUR), au même niveau que dans la LFI 2020/2021. Le NBR avait cependant ramené en mars dernier son objectif de recettes fiscales à 3010 Mds BDT, en retrait de 8,8 % sur l'objectif initial de 3300 Mds BDT. La collecte de TVA devrait désormais s'élever à 1100 Mds BDT devant l'impôt sur le revenu (970 Mds BDT) et les recettes douanières (940 Mds BDT) pour l'exercice échu au 30 juin prochain.

Plusieurs analystes estiment que les recettes fiscales ne dépasseront pas 2400 Mds BDT cette année, avec un écart de 610 Mds BDT, et tablent sur un déficit de 8 à 9 % en fin d'exercice contre les 5,8 % initialement prévus. Le déficit de l'exercice 2019/20 s'est élevé à 4,8 %, sous la barre traditionnelle des 5 points respectée depuis 2014.

Sur les six derniers exercices jusqu'en 2019/20, les recettes fiscales ont progressé chaque année sur une moyenne de 11,8 % (avec un record de 18 % en 2015/16) ; la collecte a cependant chuté de 2,3 % en 2019/20, pour la 1^{ère} fois depuis l'indépendance, conséquence de l'éruption de la pandémie en mars 2020.

2,6 Mds EUR nécessaires pour recapitaliser les banques publiques

La Banque centrale prépare un plan de recapitalisation de 4 des 9 établissements bancaires publics durement affectés par la montée des prêts non performants depuis 2018. Les quatre établissements jugés prioritaires (*Sonali, Janata, Agrani et Rupali Bank*) présentaient fin 2020 un besoin de recapitalisation de 122 Mds BDT (1,2 Mds EUR) contre 33,6 Mds BDT fin mars 2019.

Sur les dix exercices cumulés, entre l'exercice budgétaire 2008/09 et 2017/18, le gouvernement a injecté 180 Mds BDT (1,8 Mds EUR) d'argent frais pour recapitaliser les banques publiques, sans résultat probant.

Fin 2020, 10 banques présentaient globalement un besoin de recapitalisation de plus de 289 Mds BDT, soit 2,9 Mds EUR. 7 établissements publics sur 9 étaient concernés (*Agrani, Basic, Janata, Rupali, Sonali, BKB et RAKUB*), aux côtés de 3 banques privées (*Bangladesh Commerce Bank, ICB Islamic Bank et Padma.Bank*, dont deux sont passées sous contrôle public).

La banque agricole BKB est la plus sinistrée, avec un défaut de capitaux de 108 Mds BDT (1,1 Mds EUR), devant JANATA (548 M EUR), SONALI et AGRANI (300 M EUR chacune). Au total, les 7 établissements publics présentent un besoin de recapitalisation cumulé de 2,6 Mds EUR.

Réduction de l'impôt sur les entreprises industrielles dans la prochaine loi de finance

Pour encourager l'investissement productif, le ministère des Finances va abaisser de 250 pdb la taxation des entreprises industrielles à compter du 1^{er} juillet prochain ; l'impôt sur les sociétés (*Corporate Tax*) sera de 22,5 % (contre 25 % actuellement) pour les sociétés cotées en bourse, et de 30 % (contre 32,5 %) pour les autres. Les autres taux restent inchangés : 12 % pour les exportateurs de la filière textile-habillement, jusqu'à 40 % pour les banques non listées sur la bourse et les opérateurs télécoms.

Bhoutan

Hausse de la dette domestique de 42,3% au T1 2021

La dette intérieure bhoutanaise a augmenté de 42,3% en g.t. au terme du T1, portée à 9 Mds BTN (123 M USD). D'après le rapport trimestriel sur la situation de la dette, cette augmentation est principalement due à l'émission d'une obligation d'État à 10 ans de 700 M BTN en février 2021.

La dette publique totale a baissé dans le même temps de 0,1% à 224,9 Mds BTN (3,1 Mds USD) soit 120,5% du PIB en raison de la diminution de la dette extérieure (-3 Mds BTN entre le T4 2020 et le T1 2020) liée à la mise en service du barrage hydroélectrique de Mangdechhu.

Limitation des camions de transport de marchandises en provenance d'Inde

Selon le président du groupe de travail sur la COVID-19 dans le Sud, le nombre de camions qui importent des marchandises des autres pays sera réduit à 120 par jour dans les ports secs, considérés comme zones de transit (*Mini dry ports*). Cette décision a été prise afin de réduire la congestion et le risque de propagation du virus tout en préservant l'acheminement des marchandises. Le ministre des Affaires économiques a déclaré que le risque lié à l'acheminement des marchandises majoritairement en provenance d'Inde restait moins important que celui lié à l'interruption du transit des marchandises et des tensions inflationnistes qui en découleraient. Pour rappel, l'Inde est le premier fournisseur du Bhoutan (plus de 80% des importations bhoutanaises proviennent d'Inde).

Inde

Indicateurs macro-économiques

La croissance du PIB inférieure à 9% en 2021/22 selon Care Rating

Selon une enquête menée par Care Ratings, la croissance du PIB réel de l'Inde pour l'exercice 2021/22 sera probablement inférieure à 9%. Près de 80% des personnes interrogées s'attendaient à ce que la demande des consommateurs soient gravement touchés en raison de la situation sanitaire actuelle. Cependant, plus de 75% des répondants estiment que le confinement n'est pas aussi strict que les limitations imposées l'année dernière.

Le secteur manufacturier toujours en expansion en avril

L'indice PMI manufacturier a peu varié à 55,5 en avril contre 55,4 en mars. Toutefois, les nouvelles commandes et les ventes ont augmenté au rythme le plus lent en huit mois en raison de l'intensification de la deuxième vague de COVID-19 de l'indisponibilité de certaines matières

premières tandis que le stock de produits finis a diminué (les entreprises ont privilégié le recours aux stocks pour répondre à la demande). Les prix de composants tels que les produits chimiques, le plastique, le caoutchouc, le métal et les textiles ont augmenté, ce qui a entraîné des révisions à la hausse des prix de vente. En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année calendaire, l'indice PMI s'établit à 56,5 contre 47,3 un an auparavant.

Recul de la performance des services, toutefois toujours en expansion

L'indice PMI des services est tombé à un creux de 3 mois de 54 en avril contre 54,6 en mars. Au niveau sous-sectoriel, le transport et la communication sont restés solides tandis que l'activité dans les secteurs de l'information et de la communication et de l'immobilier et des services aux entreprises s'est modérée. Les nouvelles commandes à l'exportation ont diminué pour le quatorzième mois consécutif en raison des restrictions de voyage et des confinements induits par la COVID. Dans l'ensemble, l'emploi dans le secteur des services a diminué et les chiffres de la masse salariale ont chuté pour le cinquième mois consécutif. En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année calendaire, l'indice PMI s'établit à 54,2 contre 41,9 un an auparavant.

Finances publiques

Vers un déficit budgétaire moins important que prévu en 2020/21 ?

Le déficit budgétaire du gouvernement pour 2020/21 (avril-mars) pourrait être d'environ 9% du PIB par rapport à l'estimation révisée de 9,5%, mais restera quoiqu'il arrive nettement au-dessus de la cible initiale de 3,5%. En février 2021, le gouvernement avait révisé les projections de déficit budgétaire pour 2020/21 à 18 500 Mds INR soit 9,5% du PIB par rapport à l'estimation budgétaire initiale de 8 000 Mds INR (3,5%) du PIB, principalement en raison des dépenses contra cycliques pour faire face à la pandémie. Pour 2021/22, le gouvernement vise un déficit budgétaire de 6,8% du PIB. Cependant, les

experts s'attendent à ce que l'écart s'élargisse à 7,2% du PIB, car ils estiment que la croissance du PIB pourrait être inférieure aux estimations précédentes.

Secteur bancaire

Importante baisse de la croissance du crédit non-alimentaire en mars

La croissance du crédit non alimentaire a été ramenée de 6,5% en g.a. en février à 4,9% en g.a. en mars, un étiage de quatre ans.

Poursuivant sa tendance haussière, le crédit dans le secteur de agricole a enregistré une croissance de 12,3% en g.a. en mars contre 10,2% en février notamment grâce à une bonne mousson. Après s'être contractée pendant cinq mois consécutifs, la croissance du crédit industriels s'est légèrement améliorée de 0,4% en mars contre -0,2% en février. Le soutien de la réglementation et de la liquidité, ainsi que les garanties gouvernementales pour le crédit d'urgence, ont entraîné une amélioration significative de la croissance du crédit pour les PME (croissance à deux chiffres pour le 7^{ème} mois consécutif). Enfin, la croissance du crédit accordé pour les prêts personnels s'est améliorée à 10,2% en g.a. en mars contre 9,6% en février.

En revanche, la croissance du crédit au secteur des services a considérablement ralenti pour atteindre un creux historique de 1,4% en mars contre 9,3% en février.

Le crédit non alimentaire a augmenté de 6,4% en moyenne sur l'ensemble de l'exercice 2020/21 contre 9% pour l'exercice précédent, les banques demeurant averses au risque dans un contexte d'incertitude liée à la pandémie.

Les banques publiques sommées de mettre en œuvre au plus vite les mesures prises par la RBI

Le gouverneur de la Banque centrale (RBI), Shaktikanta Das, a demandé aux banques publiques de mettre en œuvre au plus tôt les mesures annoncées par la banque centrale. Plus tôt ce mois-ci, à la suite de la deuxième vague de la pandémie de Covid-19, la RBI avait annoncé une facilité de liquidité à terme de 500 Mds INR (6,8 Mds USD) pour faciliter l'accès aux services

de santé d'urgence. Des mesures ont également été annoncées pour améliorer les prêts aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et la restructuration des prêts notamment.

Politique monétaire

Offres refusées par la Banque centrale pour l'émissions de bons du Trésor à 10 ans

La Banque centrale n'a accepté aucune offre pour l'obligation à 10 ans au taux de 5,85%. L'autorité monétaire a vendu l'équivalent de 122,1 Mds INR (1,7 Mds USD) d'obligations contre un objectif initial de 260 Mds INR lors de l'adjudication du 14 mai dernier. Le rendement de l'obligation de référence à 10 ans a plongé à 5,98% contre un sommet intrajournalier de 6,04% après les résultats des enchères. L'annulation intervient malgré le projet de la RBI d'acheter des billets à 10 ans la semaine prochaine dans le cadre de son programme d'acquisition d'obligations d'État.

Autres informations

Croissance en avril de la base de souscripteurs aux différents fonds de pension

La *Pension Fund Regulatory and Development Authority of India* (PFRDA) a enregistré une croissance de plus de 23% de sa base de souscripteurs, portée de 34,6 à plus de 43 M entre les mois d'avril 2020 et 2021, dans le cadre des régimes phares, le *National Pension System* (NPS) et *Atal Pension Yojana* (APY). Le total des actifs sous gestion a connu une croissance de 36% en g.a. pour atteindre 5 900 Mds INR (80,7 Mds USD).

Maldives

Don de 2 M USD de l'Inde dans le domaine de l'éducation

L'Inde a annoncé un don de 2 M USD pour financer l'extension aux Maldives du Réseau national de la connaissance (NKN). Ce réseau

permettra de relier les institutions actives dans la recherche, les établissements scolaires ainsi que les institutions gouvernementales de l'archipel. Le NKN relie déjà 1695 instituts de recherche en Inde et a été étendu au Bangladesh, à Sri Lanka et au Bhoutan.

🇳🇵 Népal

20 M USD de dommages et intérêts à l'autorité de l'aviation civile (AACN) suite à un arbitrage international favorable

L'AACN s'est vue attribuer 20 M USD de dommages et intérêts de la part de l'entrepreneur espagnol qu'elle avait licencié pour inexécution après que l'affaire a été portée devant le Centre d'arbitrage international de Singapour.

Pour rappel, l'Autorité de l'aviation civile du Népal avait attribué à *Constructora Sanjose* un contrat de 92 M USD en décembre 2012 pour mettre en œuvre des améliorations à l'aéroport international de Tribhuvan (prolongement de la piste, nouveau terminal international, construction d'une voie de circulation parallèle et réalisation de travaux de remblayage).

Initialement prévu pour mars 2016, le projet n'avait été réalisé qu'à 17% en décembre 2016 ce qui a conduit à la résiliation du contrat est entrée en vigueur le 27 décembre 2016.

La Cour suprême ordonne au ministère des Finances d'exonérer l'impôt pendant le confinement

La Cour suprême a rendu une ordonnance provisoire au ministère des Finances lui demandant de ne pas percevoir de taxe sur la valeur ajoutée ni d'imposer une amende aux contribuables pour non-paiement de taxes pendant la période des ordonnances d'interdiction en cours. Le tribunal a observé que, comme les contribuables ont également été touchés par la deuxième vague de COVID, ils ne pouvaient pas être tenus de soumettre leurs états financiers et de s'acquitter des impôts pendant le confinement.

🇵🇰 Pakistan

En hausse de 29,1 %, les transferts des expatriés établissent un plus haut historique au terme des dix premiers mois de l'exercice en cours

Sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin), les transferts des travailleurs expatriés atteignent 24,2 Mds USD, contre 18,8 Mds USD un an plus tôt, soit une hausse de 29,1 % en g.a. Alors que leur moyenne mensuelle était de 1,9 Mds USD sur l'exercice budgétaire 2019/20, les transferts s'établissent en moyenne à 2,4 Mds USD par mois cette année.

Sur la période considérée, les transferts ont augmenté de 20,1 % en provenance d'Arabie saoudite (6,4 Mds USD), de 8,4 % depuis les EAU (5,1 Mds USD), de 67,5 % en provenance du Royaume-Uni (3,3 Mds USD), de 58,4 % en provenance des États-Unis (2,2 Mds USD) et de 54,4 % depuis l'Union Européenne (2,2 Mds USD). Les transferts des travailleurs expatriés ont déjà atteint en cette année un plus haut niveau historique, le précédent datant de l'exercice budgétaire 2019/20, à 23,1 Mds USD. La Banque centrale explique ces niveaux records par les mesures proactives adoptées pour encourager l'augmentation des entrées, ainsi que par la réduction des voyages transfrontaliers en raison de la pandémie de Covid-19.

Et baisse significative du recours à l'endettement externe dans le même temps

Selon les données de la Banque centrale, le recours à l'endettement externe a diminué de 42 % au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin). Le ministère des Finances a indiqué que le déficit budgétaire en pourcentage du PIB était de 3,6 % pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, contre 3,8 % pour la même période lors de l'exercice budgétaire 2019/20. Le gouvernement se fixe comme ambition de réduire le déficit budgétaire à 7 % de la valeur du PIB. Pour rappel, ce déficit a atteint 8,1 % et 9,1 % du PIB lors des exercices budgétaires 2019/20 et 2018/19.

Le gouvernement fédéral lève 3,8 Mds USD en bons du Trésor

Le gouvernement a levé 2,1 Mds USD (325,5 Mds PKR) lors de la vente aux enchères de bons du Trésor à 6 mois, pour un taux de 7,6 %. En ce qui concerne les bons du Trésor à 3 mois, le gouvernement en a récolté 1,2 Mds USD (179,8 Mds PKR) au taux de 7,3 %. Les bons à 12 mois au taux de 7,7 % ont quant à eux permis de lever 140 M USD (21,6 Mds USD). Le gouvernement a également levé 320 M USD (48,4 Mds PKR) par le biais d'offres non compétitives (ONC), portant le montant total des ventes de bons du Trésor (*T-bills*) à 3,8 Mds USD (575,3 Mds PKR). Les trois tranches ont été sursouscrites, à hauteur de plus de 1000 Mds PKR, pour un objectif d'émission initial de 500 Mds PKR.

Hausse des échanges avec la Chine au terme des dix premiers mois de l'exercice en cours

Selon les données de la Banque centrale, les exportations à destination de la Chine ont augmenté de 31 % à hauteur de 2 Mds USD sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21. La hausse de ces exportations fait suite à l'entrée en vigueur de la deuxième phase du *Pakistan-China Free Trade Agreement* (CPFTA) le 1^{er} janvier 2020. Pour rappel, cet accord de libre-échange élimine les droits de douane sur 313 lignes tarifaires. L'objectif affiché par les autorités est d'augmenter les exportations de la Chine vers le Pakistan de 4 à 6 Mds USD d'ici à 2025.

Et bonnes performances du secteur automobile

Selon les données mensuelles publiées par la PAMA (*Pakistan Automotive Manufacturers Association*), la production et la vente dans le secteur automobile sont en nette augmentation. La production de voitures a augmenté de 36,4 %, tandis que les ventes ont augmenté de 48,5 % sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21, en comparaison de l'année précédente en g.a. Le secteur automobile demeure toutefois affaibli par la pandémie de Covid-19, les volumes de production et de vente sur la période considérée étant nettement inférieurs à ceux connus lors de l'exercice budgétaire 2018/19, respectivement de 34,5 % et de 28,6 % en g.a.

Le gouvernement fédéral et *K-Electric* signent un accord d'achat d'électricité (PPA)

Afin d'alimenter en électricité l'agglomération de Karachi, le ministre de l'Énergie Hammad Azhar a annoncé avoir signé un accord avec l'entreprise *K-Electric* pour la fourniture d'un total de 2050 MW à Karachi, en lieu et place des 650 MW initialement prévus. La signature de ce PPA, en présence d'un comité interministériel et de la direction de *K-Electric* résout la plupart des différends de longue date entre les deux parties concernant la fourniture d'énergie supplémentaire, les procédures de paiement différés et le versement de subventions.

Sri Lanka

Creusement du déficit commercial au T1 2021

Le déficit de la balance commerciale sri lankaise a atteint 2,1 Mds USD sur les trois premiers mois de l'année, contre -1,9 Mds USD lors de la période correspondante en 2020. Les exportations ont pourtant augmenté de 12,6% (à 3 Mds USD) par rapport au 1^{er} trimestre 2020. Sur le seul mois de mars 2021, elles ont cru de 66,7% par rapport à mars 2020 pendant lequel l'activité avait été très réduite en raison du confinement. Les recettes provenant du premier poste à l'exportation – les vêtements et textiles – ont cru de 6,3% en g.a, à 1,3 Mds USD (soit 44,6% du total des exports). Le pays a enregistré une forte croissance de ses ventes à l'étranger de thé et de produits en caoutchouc, à respectivement 338,1 M USD (+25,2% en g.a) et 256,3 M USD (+30,7%).

Bien que les mesures visant à limiter les importations soient toujours en place, celles-ci ont aussi enregistré une hausse sensible (+12% comparé au T1 2020, à 5 Mds USD), dont +59,8% en g.a en mars. Les achats à l'étranger de combustibles, premier poste d'importation du pays (19,4% du total), ont augmenté de 3% en g.a à 977,2 M USD. Les importations de produits textiles ont connu une hausse de 14,2% au T1 2021 à 710,2 M USD. Les achats de véhicules individuels se sont effondrés du fait des très fortes restrictions d'importation appliquées sur ceux-ci (-98,4% en g.a, à 2,4 M USD). A l'inverse,

l'importation de produits médicaux et pharmaceutiques a augmenté de +14,7% en g.a, atteignant ainsi 143,8 M USD.

Maintien des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL)

Cette dernière a décidé le 19 mai de ne pas modifier le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR). Ceux-ci - qui avaient été revus à la baisse 5 fois en 2020 - demeurent donc à 4,5% (SDFR) et 5,5% (SLFR). Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio* – SRR) reste également inchangé, à 2%. La CBSL souhaite conserver une politique monétaire accommodante pour soutenir la croissance économique, notamment face à la 3^{ème} vague de la pandémie de COVID-19 qui a émergé à partir de fin avril. La Banque centrale projette que l'inflation devrait rester dans la cible de 4-6% à court et moyen terme.

Hausse des réserves de change en avril

Les réserves de change officielles ont augmenté à 4,5 Mds en avril (équivalent à 3,2 mois d'importation) contre 4,1 Mds en mars selon la Banque centrale (ces chiffres n'incluent pas l'accord de swap de 10 Mds RMB avec la PBoC). Cette hausse intervient alors que les réserves de change étaient en baisse continue depuis le mois de décembre; celles-ci étaient à ce mois-ci de 5,7 Mds USD (4,2 mois d'importation). Cette hausse en avril s'explique principalement par le

décassement du prêt de 500 M USD de la Banque chinoise de développement.

Détérioration des performances des établissements non-bancaires en 2020

Les établissements financiers non-bancaires (*Licensed Finance Companies (LFCs) et Specialised Leasing Companies (SLCs)*) ont vu leurs performances se dégrader au cours de l'année 2020 malgré une certaine résilience d'après le rapport annuel de la Banque centrale (CBSL). Le montant des crédits accordés a décliné de 5,7% l'an dernier (-3% en 2019). Pour la CBSL, cette baisse est la conséquence des restrictions imposées à l'importation de véhicules et l'impact sur l'activité économique de la pandémie de COVID-19. La part des créances douteuses s'accroît sensiblement, atteignant 13,9% à la fin 2020 contre 10,6% un an plus tôt. Le taux de rentabilité des LFCs et SLCs (avant impôts) a légèrement baissé à 1,7% des actifs en 2020 contre 1,8% en 2019. Ces établissements sont néanmoins, à l'exception de quelques-uns, suffisamment capitalisés d'après le rapport annuel de la CBSL. Le ratio d'adéquation des fonds propres du secteur non-bancaire s'est élevé à 15,7% l'an dernier, en hausse par rapport à 2019 (12,5%).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	C	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international